



De Gaulle sur les Champs-Élysées le 26 août 1944
Affiche du GPRF en 1944



APPEL AUX FEMMES

Le Groupe "Libération" rappelle aux **Femmes** et aux **Jeunes Filles** âgées d'au moins, 21 ans qu'il ne leur reste plus qu'un délai de 8 jours, à dater du 25 novembre, pour se faire inscrire sur les listes électorales.

Présentez-vous sans retard à la Mairie munies des pièces suivantes :

- Quittances de loyer prouvant que vous habitez depuis plus de six mois dans la commune.
- Vos pièces d'identité.
- Votre carte d'alimentation.

Le Gouvernement du Général De Gaulle vous donne enfin le droit de vote, ne négligez pas votre devoir !

Le Groupe "Libération".

Adhérez au Groupe "Libération". Lisez "Libération Soir".

Droit de vote accordé aux femmes en mars 1944 (loi F. Grenier).
1^{er} vote en avril 1945 (municipales)



**Droit de vote accordé aux femmes en mars 1944 (loi F. Grenier).
1^{er} vote en avril 1945 (municipales)**





Création de la Sécurité sociale en 1945



**loi sur les HLM
en 1947**



**Aide Marshall : livraison de tracteurs
au Havre en 1949**

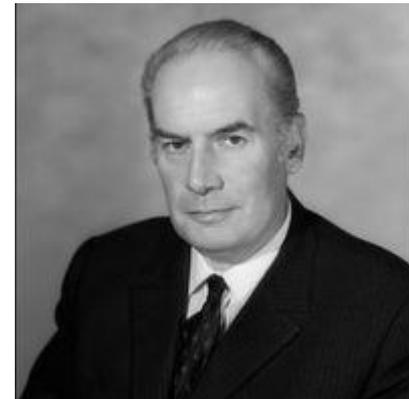
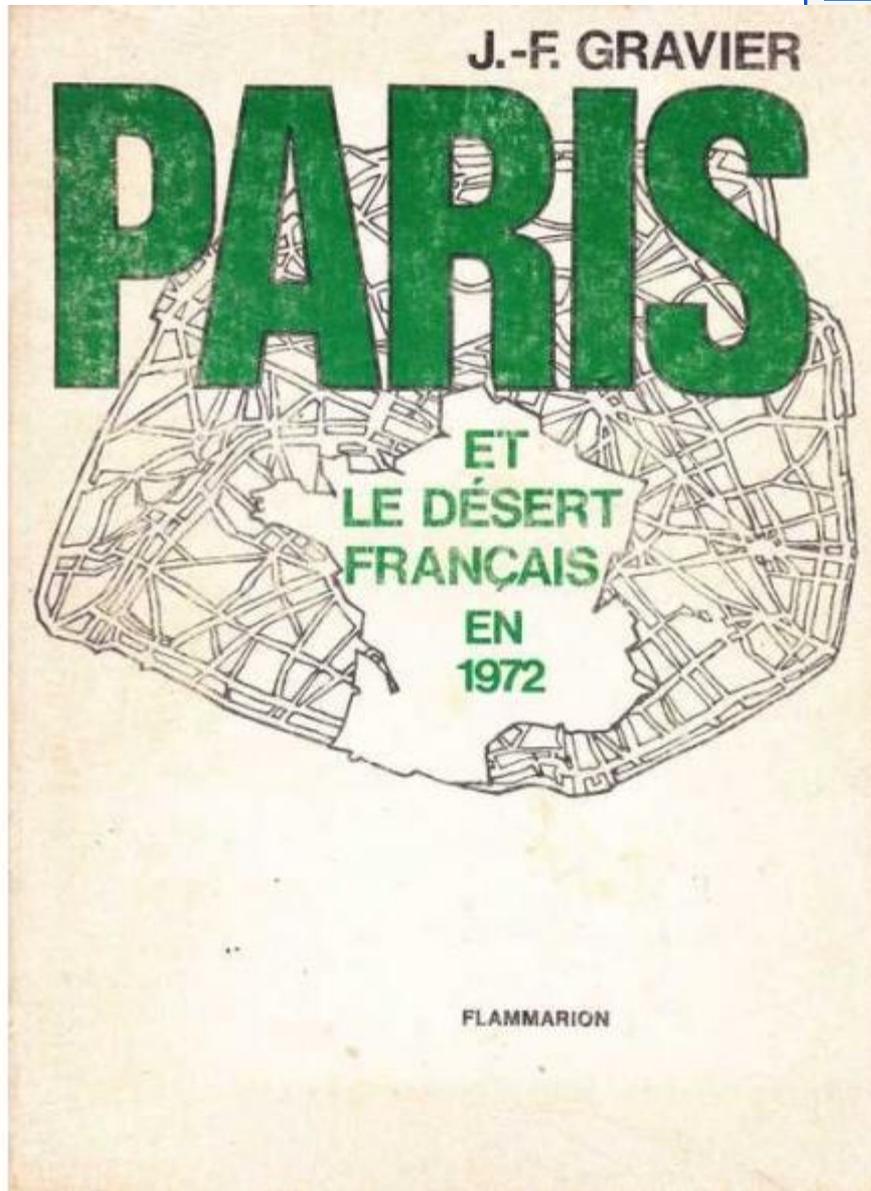


**Jean Monnet,
créateur du Commissariat Général du Plan
(1946-1952 pour le plan Monnet)**



Reconstruction du Havre par l'architecte
Auguste Perret.



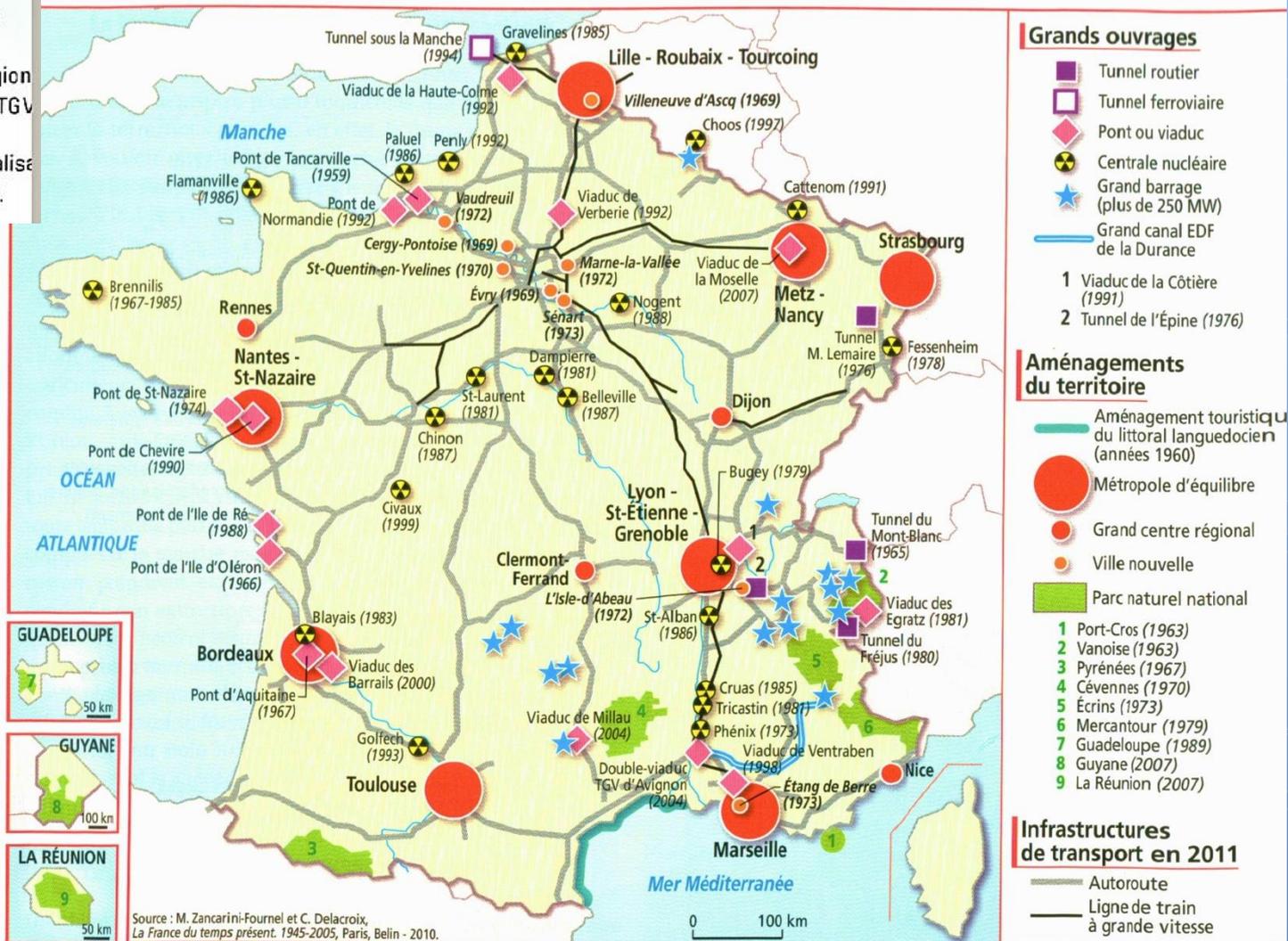


Dates clés

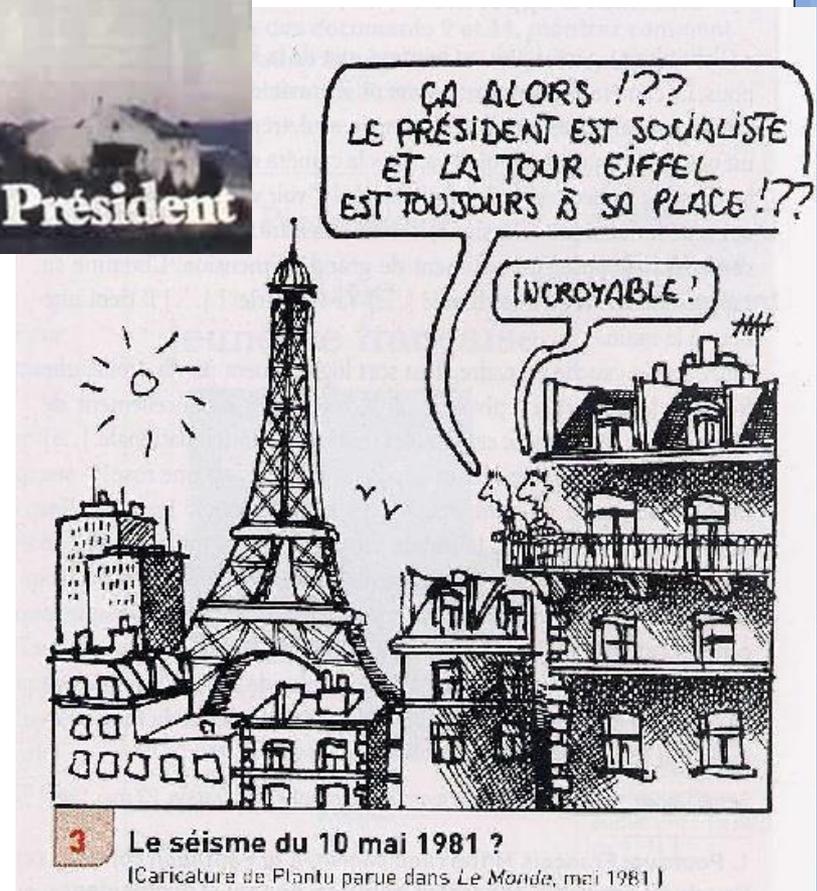
L'État aménageur

- 1947 Jean-François Gravier publie *Paris et le désert français*.
- 1955 L'installation d'entreprises à Paris est soumise à autorisation.
- 1963 Création de la DATAR.
- 1964 Valorisation de huit métropoles d'équilibre.
- 1967 Création des Parcs naturels régionaux
- 1981 Ouverture de la première ligne TGV (Paris-Lyon).
- 1982 Loi-cadre Defferre sur la régionalisation
- 1985-1986 Loi Montagne et loi Littoral.

GOUVERNER LA FRANCE DEPUIS 1945



Doc. 4 Les grands aménagements du territoire français.



**Les nationalisations de 1982 :
loi du 11 février 1982**

Sociétés industrielles

CGE, St Gobain, Pêchiney Ugine Kuhlman, Rhône Poulenc, Thomson-Brandt

Banques

39 banques et 2 compagnies financières (Paribas et Suez)

Prises de participation assurant le contrôle de

Matra, Avions Dassault, Usinor-Sacilor, ITT-France, CII-Honeywell-Bull, Roussel Uclaf

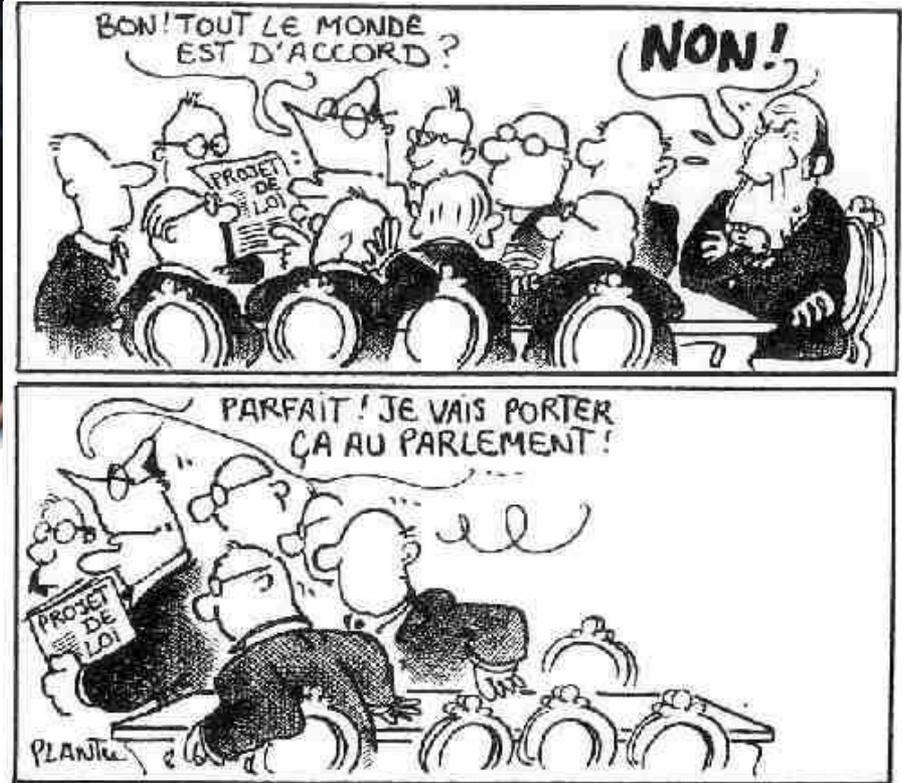


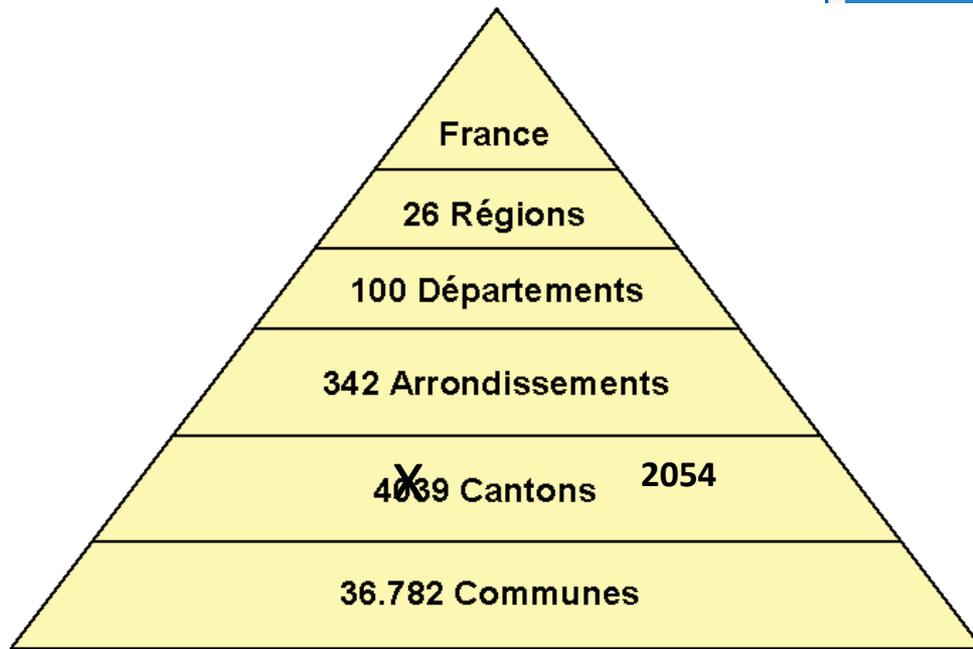
21 juin 1982 : Jack Lang et Danielle Mitterrand à la 1^{ère} fête de la musique

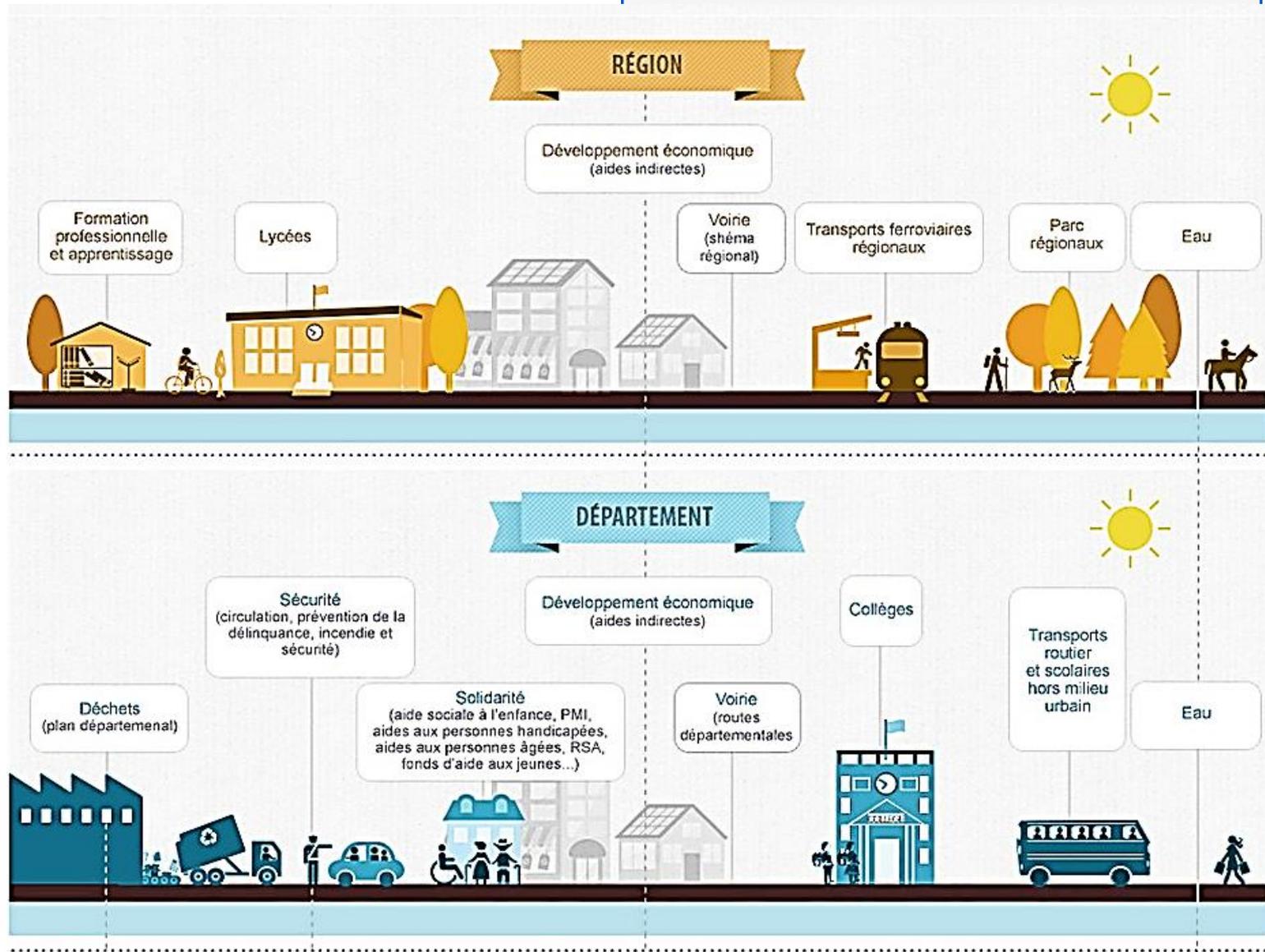


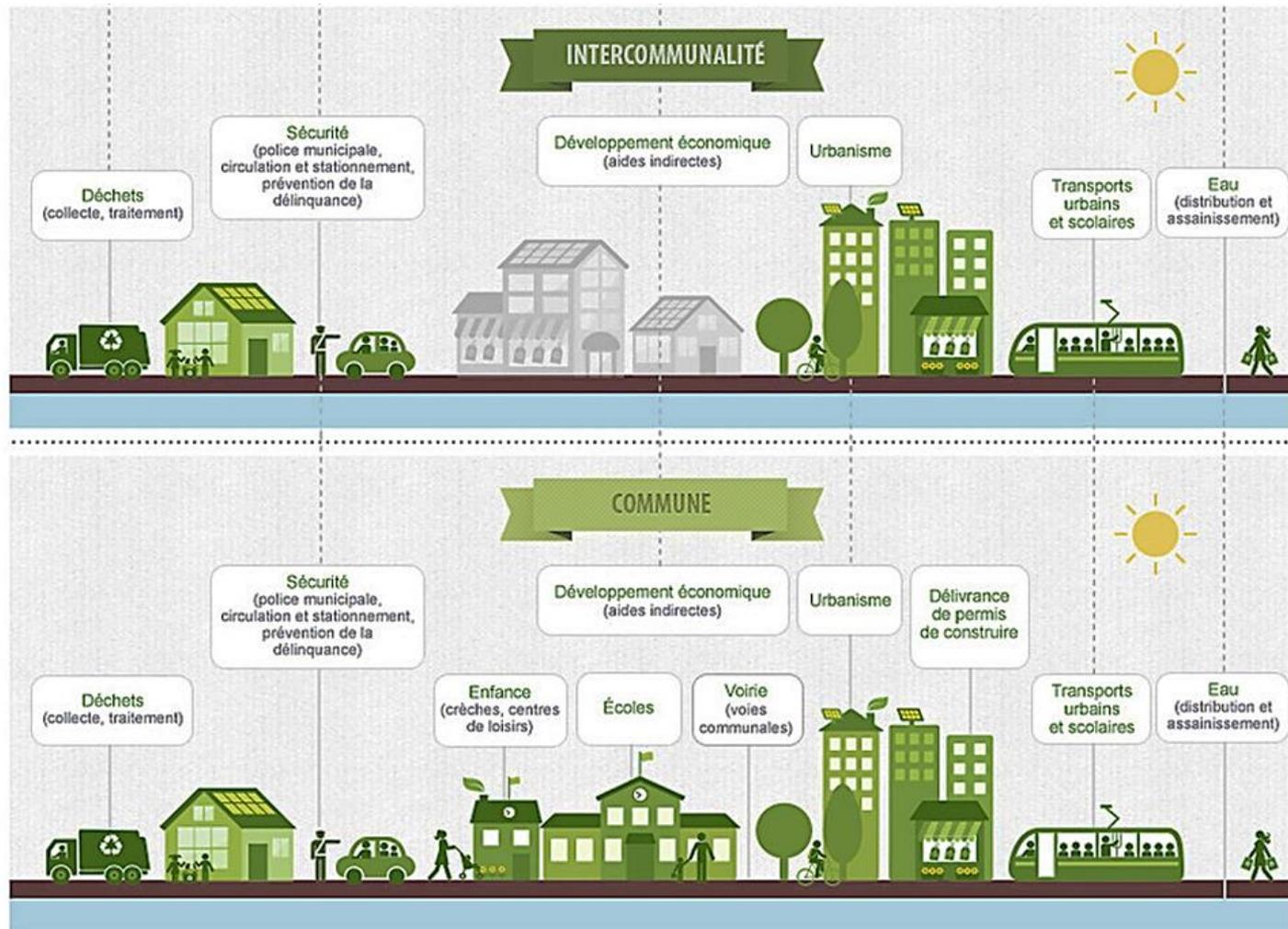


1986-1988 :
1^{ère} cohabitation









compte Twitter: @fil_gouv



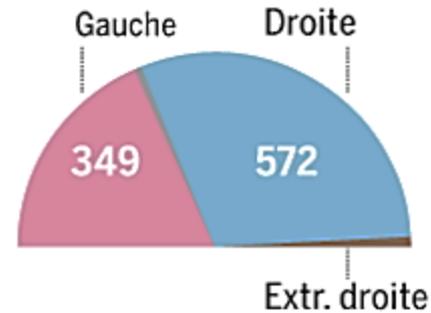
gouvernement-fr.tumblr.com

Couleur politique des maires

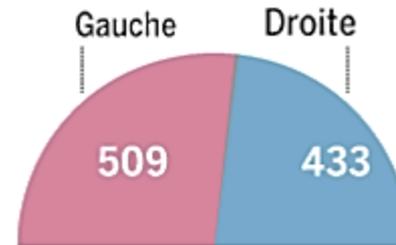
Villes de plus de 10 000 habitants (hors Guadeloupe, Martinique et Guyane)

Extrême gauche	0	
FG-PCF	56	█
PS	210	█
EELV	6	
PRG	7	
Divers gauche	70	█
Total gauche	349	
UMP	320	█
UDI-MoDem	115	█
Divers droite	137	█
Total droite	572	
FN	8	
Extrême droite	3	
Total ext. droite	11	
Divers	6	

Les maires en 2014



Les maires en 2008



SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Jacques Chirac, qui vient d'être nommé Premier ministre, fait sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale.

Depuis des décennies – certains diront même des siècles –, la tentation française par excellence a été celle du dirigisme d'État. (...) Peu à peu s'est ainsi construite une société administrée, et même collectivisée, où le pouvoir s'est concentré dans les mains d'experts formés à la gestion des grandes organisations.

Ce système de gouvernement, qui est en même temps un modèle social, n'est pas dénué de qualités : il flatte notre goût national pour l'égalité ; il assure pérennité et stabilité au corps social ; il se concilie parfaitement avec le besoin de sécurité qui s'incarne dans l'État-providence¹.

Mais il présente deux défauts rédhibitoires : il se détruit lui-même par obésité² ; et surtout, il menace d'amoinrir les libertés individuelles. Les Français ont compris les dangers du dirigisme étatique et n'en veulent plus. (...)

Il est grand temps de tourner le dos aux idéologies fermées, aux systèmes construits pour substituer à l'autonomie défaillante de l'individu tel ou tel mode de prise en charge par la collectivité.

Le Monde, 10 avril 1986.

Les privatisations de 1986 : loi du 6 août 1986

	<i>Entreprises industrielles</i>
1986	Saint Gobain
1987	Compagnie générale de constructions téléphoniques Compagnie générale d'électricité (CGE)
1988	Société Matra
	<i>Entreprises de communication-média</i>
1987	Agence Havas TF1 : cette privatisation n'entre pas dans le cadre de la loi du 6 août mais dans celui de la loi du 30 septembre 1986 relative à la communication
	<i>Entreprises de banque et d'assurances</i>
1987	Banque du bâtiment et des travaux publics Banque industrielle et mobilière privée Compagnie financière de Paribas Compagnie financière de Suez Compagnie financière du crédit commercial de France Mutuelle générale française accidents et Mutuelle générale française vie : réunies en une seule société et privatisées par décret Société générale
1988	Caisse nationale du crédit agricole : mutualisation par cession des actifs aux caisses régionales
	<i>Cas particulier</i>
1991-1993	Crédit local de France

Les privatisations de 1993 : loi de privatisation de juillet 1993

	<i>Entreprises privatisées</i>
1993	BNP privatisée en octobre 1993 Rhône-Poulenc privatisée en décembre 1993
1994	Elf Aquitaine privatisée à partir de janvier 1994 UAP privatisée en avril 1994
1995	SEITA privatisée en janvier 1995 Usinor-Sacilor privatisée en juillet 1995 Pechiney privatisée en novembre 1995
	<i>Entreprises non encore privatisées</i>
	Aérospatiale
	Bull : ouverture du capital en mai 1995
	Compagnie Générale Maritime
	Compagnie nationale Air France
	Renault : ouverture du capital en octobre 1994
	Snecma
	Thomson
	AGF : désignation d'une banque-conseil en juillet 1994
	Caisse centrale de réassurance
	Caisse nationale prévoyance assurances (CNP)
	GAN
	Banque Hervet : privatisation prévue en novembre 1993 puis suspendue
	Crédit Lyonnais
	Société Marseillaise de Crédit (SMC)